

Le rejet de Huawei crée des remous en Europe

Les opérateurs télécoms et la Commission européenne s'opposent sur le bannissement du géant chinois

Le bras de fer entre les opérateurs télécoms européens et Bruxelles se durcit concernant le sort de Huawei. Alors que la Commission européenne ne cache pas sa détermination, à travers la révision d'une loi sur la cybersécurité, en cours de discussion, à chasser le géant chinois des équipements télécoms – tout comme son compatriote ZTE – des réseaux du Vieux Continent, les opérateurs intensifient leur lobbying pour l'inciter à faire machine arrière. Tous sont remontés contre la facture d'un remplacement de leurs milliers d'antennes 5G et autres équipements Internet fixe.

Réalisée à la demande d'Orange, de l'allemand Deutsche Telekom, du britannique Vodafone et de l'espagnol Telefonica, une étude du cabinet GSMA Intelligence, qui dépend de la GSMA, l'association mondiale des opérateurs mobiles, a, au mois de juillet, évalué ces coûts, jugés « considérables », entre 30 et 40 milliards d'euros. C'est-à-dire bien davantage que l'estimation avancée jusqu'alors par la Commission européenne, soit « entre 3,4 et 4,3 milliards d'euros » par an sur trois ans, dans un rapport publié le 20 janvier. Dans son étude, GSMA Intelligence considère que les chiffres de Bruxelles « ne reposent pas sur les données des opérateurs, n'ont pas été validés de manière indépendante » et se limitent de surcroît aux effets sur les réseaux mobiles.

En réduisant la concurrence, poursuit le rapport, une éviction de Huawei – dont les parts de marché en Europe vont de 20 % à 27,5 % selon les types d'équipements – renchérirait aussi fortement les investissements dans les réseaux dans les années à venir et « ralentirait probablement le développement des infrastructures numériques ». C'est particulièrement vrai dans le domaine des réseaux mobiles et de la 5G. Il faut dire, rappelle GSMA Intelligence, que les opérateurs n'auraient plus le choix qu'entre « deux fournisseurs majeurs », le finlandais Nokia et le suédois Ericsson, susceptibles, dès lors, d'augmenter fortement leurs ta-

rifs. Or les surcoûts découlant de ce duopole pourraient s'élever à « environ 8,5 milliards d'euros » sur la période 2027-2030, évalue GSMA Intelligence. De quoi ajouter de l'eau au moulin des opéra-

Une éviction de Huawei renchérirait les investissements dans les réseaux pour les années à venir

teurs, qui pressent l'Union européenne de réviser sa copie. A commencer par Orange, qui salue l'utilité de ce rapport en soulignant « les conséquences qu'une telle mesure pourrait avoir (...) sur l'écosystème, en matière d'innovation, de prix et de diversité des fournisseurs », précise un porte-parole.

S'il ne possède pas d'antennes chinoises dans l'Hexagone – où le gouvernement a pris des mesures, dès 2019, pour écarter Huawei des réseaux mobiles –, le numéro un français des télécoms en utilise néanmoins en Espagne ou dans les pays de l'Est. Si Orange refuse de préciser la

facture d'un bannissement des équipements chinois, le groupe l'estimait, au mois d'avril et selon nos informations, à plus de 2 milliards d'euros.

A des fins d'espionnage

Même constat pour Connect Europe, le lobby européen des opérateurs. « Cette étude démontre que cette loi aura un effet fortement négatif sur la capacité d'investissement des opérateurs », soutient Alessandro Gropelli, le directeur général. Et si les opérateurs européens considèrent le « renforcement de la cybersécurité en Europe » comme « une priorité absolue », assure de son

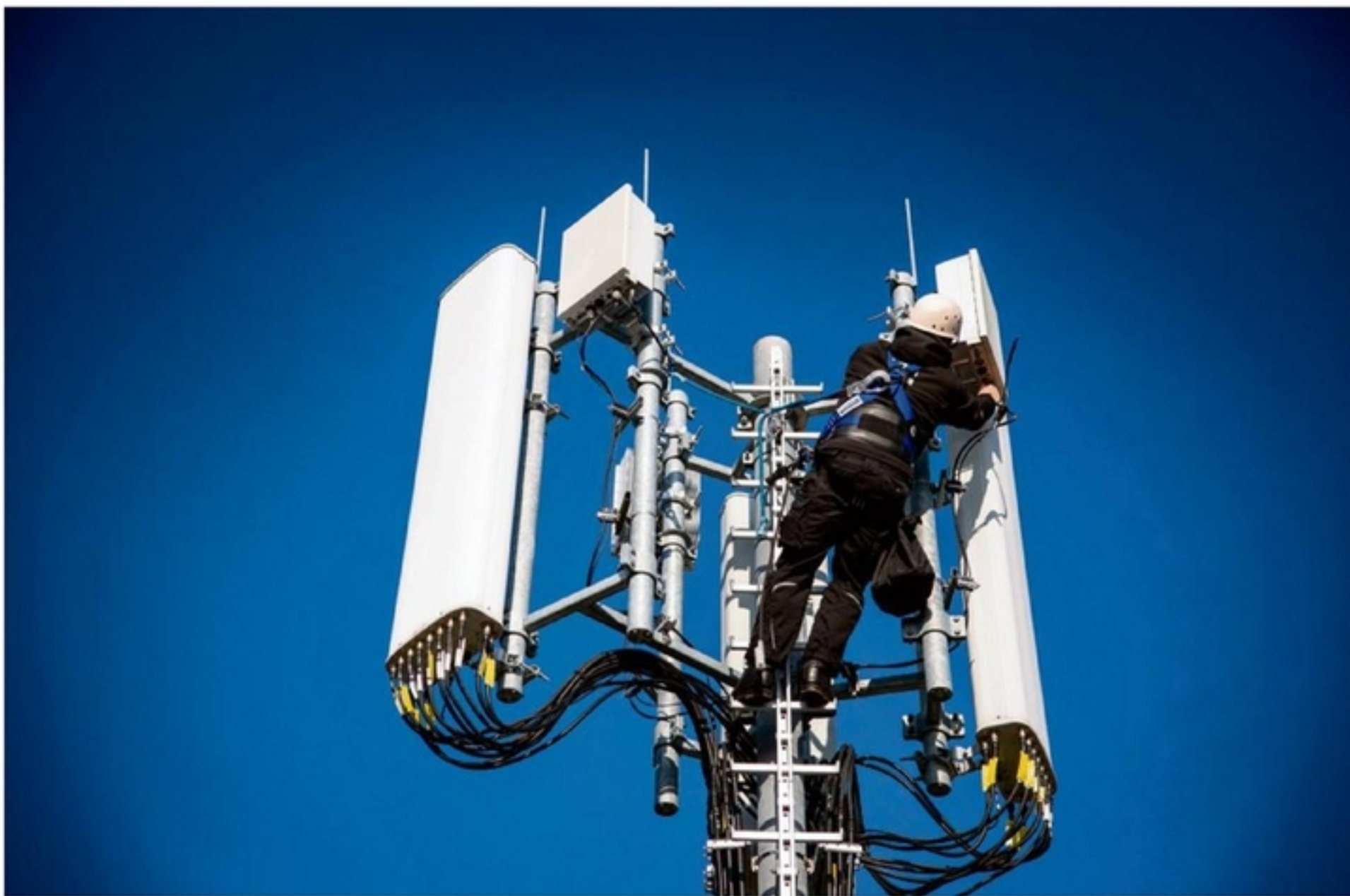
côté la GSMA, celle-ci doit, à ses yeux, « reposer strictement sur une approche fondée sur les risques, et être opérationnellement réalisable ».

Autant de critiques qui laissent la Commission de marbre. Interrogé par *Le Monde*, un porte-parole défend son étude d'impact – reposant, selon lui, sur « des données rigoureuses, publiques et actualisées » –, avant d'insister sur les risques concernant Huawei et ZTE. « Dans le contexte géopolitique actuel, il est tout simplement inacceptable de dépendre d'équipements non fiables pour les réseaux 5G, qui constituent le socle de la défense moderne, de la logis-

tique militaire et des services essentiels », insiste le porte-parole. Bruxelles redoute depuis des années que les équipements chinois servent à des fins d'espionnage, ou de coupures d'Internet en cas de conflit.

Désormais, l'Europe « ne peut plus se permettre d'être naïve, renchérit-il. Nous avons trop longtemps laissé nos infrastructures de télécommunications critiques ouvertes à des fournisseurs présentant un risque élevé [de sécurité] ». Alors qu'il joue sa survie dans les télécoms européennes, Huawei s'est, pour sa part, refusé à tout commentaire. ■

PIERRE MANIÈRE



Un technicien de Deutsche Telekom effectue des réparations sur une antenne 5G, à Fürth (Allemagne), le 21 janvier 2025. DANIEL KARMANN/DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP